

Forum Afrique-Canada – Colloque 2010

Enjeux de paix et sécurité en Afrique : Un programme de la société civile en faveur de la démocratisation

Rapport

Les 35 participants au colloque 2010 du Forum Afrique-Canada (FAC) ont tenté pendant ces deux jours d'approfondir leurs connaissances des défis complexes auxquels le continent est confronté dans sa quête de paix durable. Avec des collègues d'Afrique, de la diaspora et des universitaires, nous avons cherché à identifier les pistes d'action pour le travail de plaidoyer du Forum et les relations de partenariat en appui aux efforts pour promouvoir une paix durable et le développement en Afrique. Nous avons pris en compte les difficultés croissantes auxquelles les organisations de la société civile canadienne se butent pour poursuivre leur travail en appui à leurs homologues africains.

Le programme a été élaboré pour permettre d'avoir d'abord une vue d'ensemble des défis africains dans la longue route vers une paix durable. Nous avons ensuite cherché à comprendre la complexité des enjeux de la construction de la paix, notamment en nous penchant sur le cas de la région des Grands lacs africains, plus précisément la République démocratique du Congo, et le cas du Soudan. Nous nous sommes également penchés sur les dynamiques qui alimentent les conflits, entre autres, le lien entre les ressources extractives, les droits de la personne et le développement local, de même que le rôle des femmes et des filles dans la construction de la paix. Finalement, nous avons discuté des façons de mieux nous engager, en solidarité, avec nos homologues africains, en prenant appui sur les résultats de la démarche du Forum sur l'efficacité du développement des OSC

La note d'information du FAC « Promouvoir une paix durable et inclusive en Afrique » est accessible à http://www.ccic.ca/files/fr/working_groups/acf_2010-04_africa_matters_note_6_f.pdf.

Les défis africains à une paix durable

Hakima Abbas, directrice adjointe à Fahamu, a présenté les enjeux contemporains liés au cheminement de l'Afrique vers l'autodétermination, de même que le rôle central joué par les mouvements sociaux du continent pour enchâsser les principes démocratiques. Les cinquante années qui ont suivi la décolonisation n'ont toujours pas donné lieu à l'indépendance et les gens s'organisent à travers l'Afrique pour revendiquer leur aspiration à la démocratie.

De nouvelles formes de colonisation sont à l'œuvre: d'une part, à travers une militarisation croissante du continent due à l'expansion des programmes américains anti-terroristes et Africom, souvent en collusion avec plusieurs États africains répressifs et sans vision, et d'autre part, par l'accaparement des terres et des ressources naturelles, notamment la biodiversité, alors que les ressources mondiales diminuent sous l'effet des changements climatiques et de la dégradation environnementale.

La violence perdure, que soit par la guerre, les agressions sexuelles, la corruption des services de sécurité, l'oppression économique continue, l'exacerbation des intégrismes populaires, et le maintien de la domination du patriarcat. À ce jour, la répression par l'appareil étatique, nos propres intégrismes et les intérêts du capital, des sociétés multinationales et des gouvernements étrangers qui exploitent les ressources de l'Afrique, constituent les principaux obstacles à la paix et la démocratie.

John Siebert, directeur général de Ploughshares Project, nous a expliqué que la politique globale du Canada en matière de sécurité s'appuie sur la Stratégie de défense de première ligne du Canada en date de juin 2008. Selon cette stratégie, le pouvoir militaire crédible est l'élément le plus important, en accompagnement de la diplomatie, pour relever les nouveaux défis à la sécurité : états en déroute, guerres civiles et terrorisme mondial. Cela signifie que le budget de défense devrait s'accroître pour « passer d'environ 18\$ milliards en 2008-2009 à plus de 30\$ milliards en 2027-2028 ». Ceci en dépit du fait que la situation de la sécurité mondiale s'avère meilleure aujourd'hui. Les pays de concentration pour le Canada incluent, par ordre de priorité, l'Afghanistan, Haïti, Israël/Palestine/Liban, et le Soudan/l'Ouganda/la RDC.

La complexité de la construction de la paix dans la région des Grands lacs

Marc Kapend, porte parole de l'Union de la Diaspora Congolaise du Canada, nous a amené à réfléchir sur les rôles et responsabilités de la communauté internationale dans la promotion d'une culture de paix et la démocratisation dans la région des Grands lacs d'Afrique. Dans cette région, la RDC occupe une importance stratégique à l'échelle mondiale par ses immenses richesses naturelles, notamment plusieurs minerais tels le cobalt, le cuivre, l'uranium, l'or, les diamants et le coltan, de même que des forêts et l'eau. Cependant, malgré cette richesse, 75% de la population vit avec moins de 1\$ par jour et 20% des gens n'ont pas accès à l'électricité ni à l'eau potable.

Ces abondantes ressources naturelles donnent lieu à une compétition féroce entre les acteurs locaux et les groupes armés en provenance des pays voisins. La communauté internationale porte aussi une part de responsabilité en maintenant en place un régime commercial mondial désavantageux pour les pays du Sud, au profit des sociétés multinationales et des intérêts économiques du Nord. Elle joue également un rôle important dans le maintien de l'oppression et de la corruption dans les pays pauvres, affaiblissant l'état en mettant l'accent sur la gouvernance et les institutions politiques sans s'attacher aux facteurs qui contribuent à la corruption des gouvernements et des élites. Les sociétés minières canadiennes sont très présentes en RDC : elles ont joué un rôle central dans la formation du gouvernement de transition et le processus électoral qui a mené l'élection de Kabila. Elles continuent à appuyer le renforcement de son pouvoir autocratique.

La paix durable et le développement reposent sur le renouvellement de la démocratie par le biais d'une double collusion: entre l'État et la société civile et entre les institutions de l'État et les institutions universelles. Cela suppose que nous contribuions à moraliser les multinationales. Le projet de loi C-300 est un pas dans la bonne direction.

Gaëlle Breton Le Goff, professeure associée à l'UQAM, a dressé le portrait de l'horrible réalité de la violence contre les femmes en RDC. Son analyse s'appuie sur le rapport des Nations unies, **RDC: Projet « Mapping » concernant les violations des droits de l'homme 1993-2003**. La guerre qui se joue à travers le corps des femmes est une conséquence directe de la lutte pour les ressources. Par son cri du cœur, Gaëlle interpelle les gouvernements de la communauté internationale pour qu'ils agissent maintenant. Il est temps, selon elle, que l'on établisse un « processus de Kimberley » pour la RDC et la région des Grands lacs. Le rapport est accessible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.ohchr.org/fr/Countries/AfricaRegion/Pages/RDCProjetMapping.aspx>

Les dynamiques de conflits

La présentation de **Nadim Kara** de Partenariat Afrique-Canada sur les ressources extractives, les droits de la personne et le développement local, et celle de **Netsai Mushonga**, coordonnatrice de la Coalition des femmes du Zimbabwe, sur le rôle des femmes et des filles dans la construction de la paix, ont permis de mettre en lumière le besoin de prendre en considération le lien entre les ressources extractives et les conflits et l'importance de la contribution des femmes et des filles à l'édification d'une culture de paix et la démocratie.

La complexité de la construction de la paix au Soudan

Justin Laku, de l'Association de la diaspora africaine, a dressé un portrait de la situation complexe qui prévaut au Soudan à la veille d'un référendum qui déterminera l'avenir du pays avec la séparation possible du Sud Soudan.

Selon **John Lewis** de Kairos, nous devons redéfinir nos arguments relativement à l'important rôle que joue la société civile dans la construction de la paix et de la démocratie. L'engagement du Canada a été financier et par le biais du système des Nations unies, mais ne s'est pas traduit par un appui politique fort ou un soutien de la société civile. Le Canada a prêté trop peu d'attention au processus de démocratisation au Soudan. Le ministère des Affaires étrangères a contribué 800\$ millions en aide d'urgence et maintien de la paix, mais n'a cependant joué aucun rôle de surveillance et d'accompagnement du processus électoral, non plus qu'en terme de gouvernance et de diplomatie. En général, l'Occident ne s'est pas montré critique des élections puisqu'il n'y a pas eu de violence ouverte. Au Soudan, la méfiance s'accroît à l'égard de la communauté internationale.

On porte une attention insuffisante aux répercussions qu'aurait la séparation au Nord du pays: l'incertitude et l'ambiguïté entoure le statut des 2,5 millions de Soudanais du Sud qui vivent dans des camps autour de Khartoum et le ressac qu'ils pourraient subir. De même, les femmes et les organisations de femmes au Nord craignent l'effet d'une radicalisation de l'État islamique. La question du partage des ressources pétrolières demeure entière.

Plusieurs questions sont encore sans réponse, à commencer par la date même du référendum (il devrait avoir lieu le 9 janvier 2011) et le quota de 60% de participation au vote. Pour nous au Canada, l'enjeu réside dans l'aide à apporter à la diaspora soudanaise pour qu'elle puisse voter.

S'engager avec l'Afrique et accroître notre capacité de contribuer au changement

Paul Okumu, coordonnateur du secrétariat de la *Africa CSO Platform on Principled Partnership* et **Brian Tomlinson**, analyste principal des politiques au CCCI, ont partagé avec nous les résultats de la démarche du Forum sur l'efficacité du développement des OSC. Ils nous ont présenté les principes qui ont été entérinés lors de l'Assemblée générale tenue à Istanbul à la fin septembre. Ces principes serviront de fondement à un accord-cadre mondial final sur l'efficacité du développement des OSC qui sera adopté lors de la seconde assemblée générale en 2011. Ces huit principes devraient guider le travail et les pratiques des organisations de la société civile, tant dans des contextes de paix et que de conflits, que ce soit pour le travail auprès des communautés comme pour le plaidoyer politique, et dans toutes les activités menées, allant de l'aide d'urgence au développement de long terme. Ces principes incluent, entre autres, le respect et la promotion des droits de la personne et de la justice sociale, la prise en compte de l'égalité entre les sexes et l'équité dans la promotion des droits des femmes et des filles; et un accent porté au

renforcement des personnes, à la prise en charge démocratique et la participation. Pour la liste complète des principes et plus d'information, consultez le site web du Forum ouvert au <http://www.cso-effectiveness.org/?lang=fr>.

Les principes fournissent un cadre pour approfondir les discussions entre les OSC et les gouvernements, ainsi qu'un outil pour améliorer nos pratiques responsables en tant qu'acteurs de développement. Le défi réside dans leur mise en œuvre dans le contexte réel où nous intervenons comme acteurs de développement, et les conditions propices fournies par les gouvernements des pays hôtes et donateurs pour assurer l'efficacité de ces principes. Les OSC opèrent désormais dans un environnement en mutation à l'échelle mondiale, et ces changements sont la conséquence de la réforme de l'aide lancée par la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et le Programme d'action d'Accra (PAA).

Au Canada, il est difficile de comprendre la stratégie de l'ACDI. Malgré les annonces faites au cours des dernières années, nous sommes toujours en attente pour voir comment elles vont se traduire effectivement au sein de l'Agence. Ainsi, comment se traduira la diminution de l'attention accordée à l'Afrique étant donné son importance dans tous les secteurs prioritaires de l'Agence? Quoiqu'il en soit, les effets négatifs sont notables au quotidien. Plusieurs des changements à l'ACDI relèvent du programme du Forum ouvert. Avec la mise sur pied de la direction des partenariats canadiens, l'ACDI confirme qu'elle abandonne l'appui institutionnel programme au profit d'un mécanisme compétitif et une approche projet (un retour aux années 80) sous prétexte d'une recherche de résultats directs. Il n'y a pas d'information disponible sur les règles de ce mécanisme et les principes devant servir à décider qui seront les gagnants et les perdants demeurent flous. La notion d'efficacité du développement telle qu'utilisée relève d'une distorsion de ce qui apparaît dans le Programme d'Action d'Accra.

L'espace démocratique est un enjeu fondamental d'où l'importance pour les OSC de mieux comprendre le cadre juridique dans lequel elles opèrent. En Afrique, l'Éthiopie a ouvert la voie à un resserrement de la marge de manœuvre démocratique pour les OSC. Maintenant, trente-trois pays ont suivi son exemple. L'engagement auprès des mouvements sociaux en Afrique, la solidarité mutuelle et l'action collective sont des manières de renforcer notre capacité à susciter le changement. Pour plus d'information sur la diminution de l'espace pour le développement et la démocratie à travers l'Afrique, visitez le site de ACPFP au <http://www.africacsoplatform.org/index.html>.

Défis et possibilités pour le travail politique du FAC sur les questions de paix et de sécurité

Nous devons mieux comprendre la **politique de sécurité du Canada** vis-à-vis l'Afrique afin de mieux définir nos interventions de façon à ce qu'elles soient plus efficaces. Pour ce faire, nous devons d'abord éclaircir notre position face aux cadres de références qui dominent la définition de sécurité actuelle du gouvernement. Cela suppose d'établir notre propre cadre de référence pour remplacer le discours de la guerre au terrorisme et celui sur les États fragiles et en déroute. Cela signifie également s'attaquer à la fausse dichotomie reliée à la sécurité, « nous » ou « eux » (présenté comme étant mutuellement exclusif), et à la distorsion de la notion de 'sécurité' pour revenir à la notion de sécurité humaine.

La violence basée sur le sexe, la violence contre les femmes, violence et conflits : le même enjeu, une guerre qui se fait sur le corps des femmes. Nous devons nous attacher à établir la règle de droit, augmenter le pouvoir des femmes (leadership) à tous les niveaux, notamment au sein de la communauté. Nous devons également relever les contradictions entre les priorités politiques et les enjeux réels : par exemple, la santé maternelle et infantile, les jeunes et les enfants versus le massacre des femmes et la violence contre les femmes au Congo (et ailleurs) et le phénomène des enfants soldats dans plusieurs pays, etc. L'inclusion comme acteurs des agences canadiennes de développement pourrait enrichir le débat en apportant des expériences, d'autant plus que 2012 est la limite pour la finalisation des négociations pour la ratification du **Traité sur le commerce des armes légères**.

D'autre part, le Canada vient tout juste de rendre public son plan d'action relatif à un groupe de **résolutions (1325, 1820, 1888, and 1889) du Conseil de sécurité des Nations unies** portant sur les femmes, la paix et la sécurité. Ceci offre un bon point de départ pour le travail du Forum sur ces questions.

Nous devons également **jeter un regard critique à nos pratiques**. De plusieurs façons, le leadership occidental prend le dessus sur des questions importantes avec comme résultat de neutraliser l'autonomie des Africains et de les marginaliser dans la gestion de leurs propres problèmes et solutions. On nous a parlé par exemple de programmes bien financés venant en aide aux victimes de violence contre les femmes au Congo. Ces programmes sont bien gérés et organisés par des expatriés, mais ne prévoient pas de stratégies de départ, de transfert de connaissances, de formation ou de financement. C'est donc dire que les programmes, une fois terminés, n'auront pas conduit à l'établissement de solutions à long terme et quel les femmes congolaises seront confrontées aux mêmes difficultés qu'avant.

Les **mouvements sociaux en Afrique** ne forment pas un bloc monolithique : ils émergent d'un effort concerté de plusieurs organisations qui ont différents programmes et idéaux, sont inclusifs et ont recours à différentes tactiques et stratégies. Nous devons être conscients de ces différences. Leur force réside dans leur capacité de développer des réseaux et d'établir des liens.

Plusieurs instruments existent, comme le **protocole de l'Union africaine (UA)** sur les femmes, et des **initiatives africaines** telles que la campagne "Gender is on my agenda" au Zimbabwe, ou le Parlement du peuple au Kenya. Ce sont des outils qui peuvent s'avérer très puissants et que nous devrions appuyer et encourager, tout en demeurant prudents. L'UA a maintenant un comité sur les ressources extractives qui est présidé par une personne qui est également la Rapporteuse spéciale sur les affaires touchant les femmes en Afrique. C'est une alliée de la société civile canadienne.

L'utilisation de la technologie peut s'avérer un outil d'éducation et de mobilisation important, que ce soit pour diffuser les nouvelles sur les massacres quotidiens de femmes dans le monde, ou sur les répercussions des cadres de références juridiques.

Pistes d'action

Les membres du FAC s'entendent sur le besoin de mieux partager notre expérience et les défis que nous rencontrons dans notre propre milieu au Canada, avec nos partenaires et solliciter leur contribution à notre réflexion. À la lumière des défis à la démocratie, la société civile, mondialement, et notamment au Canada et en Afrique, doit définir ce qui nous rassemble pour prendre position publiquement.

En ce qui touche les enjeux de paix et de sécurité en Afrique et le rôle des organisations de la société civile, on a suggéré de mieux cibler nos activités avec les médias ou d'engagement du public. Cela pourrait prendre la forme d'une série de lettres à l'éditeur sur les questions de paix et de sécurité en utilisant un nouveau langage et des cadres de référence différents pour clarifier notre message. Les participants étaient d'accord sur l'importance du choix des mots pour décrire la réalité. Ainsi, 'appauvrissement' plutôt que 'pauvreté' permet d'illustrer la contradiction entre la croissance d'une immense richesse accumulée par une poignée d'individus et le grand dénuement qui perdure dans plusieurs pays africains. Parler d'appauvrissement permet de faire ressortir les dynamiques de pouvoir qui sont en jeu et le rôle actif des personnes qui travaillent à les changer. Nous devons également nous assurer que les hommes ne sont pas exclus de nos conversations et de l'élaboration des stratégies pour s'attaquer à la violence contre les femmes, et la violence sexuelle et basée sur le sexe.

Le Forum Afrique-Canada devrait renforcer ses liens avec les universités au Canada, les réseaux africains, de même qu'avec des organisations de recherche africaines, des universités et autres.

Note: Certaines des présentations sont accessibles à http://www.ccic.ca/working_groups/acf_f.php